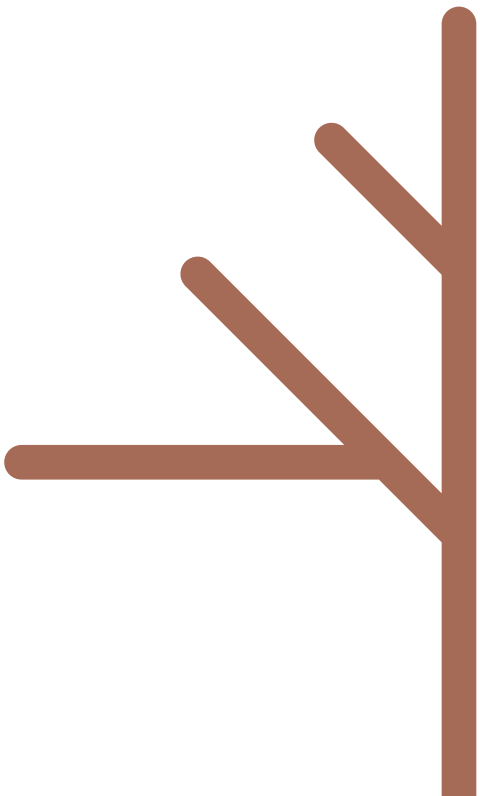
Rhizome

Pôle de compétences
sur les questions religieuses
et idéologiques

Rapport annuel 2024



À propos

Qui sommes-nous ?

Mandaté par le canton de Genève depuis 2019 et par le canton du Valais depuis 2022, Rhizome est un pôle de compétences composé de spécialistes des questions religieuses et idéologiques et de psychologues. La structure est dédiée à l'accompagnement de bénéficiaires, professionnel·les ou particulièr·es, qui cherchent informations, conseils et accompagnement face à des problématiques religieuses et idéologiques. Rhizome les soutient dans le but de :

- Favoriser une gestion pacifiée de la diversité religieuse
- Prévenir les abus en milieu religieux et renforcer la prise en charge des personnes victimes
- Prévenir les radicalisations religieuses et politiques violentes

Rhizome reçoit notamment des personnes inquiètes pour des proches récemment convertis, ou encore des professionnel·les souhaitant évaluer ou dénouer des situations impliquant un facteur religieux ou idéologique. Le Pôle accompagne les victimes d'abus en milieu religieux par un soutien individualisé axé sur la prévention de nouveaux abus, la réparation et la reconstruction des victimes. Rhizome suit aussi des personnes sollicitant de l'aide face à des postures religieuses perçues comme radicales ou pouvant le devenir. Ce travail de prévention des radicalisations se fait sur mandat spécifique du dispositif de prévention des extrémismes violents du canton de Genève et sur mandat du Service de l'action sociale du canton du Valais. Rhizome dispense aussi des sensibilisations aux professionnel·les souhaitant mieux comprendre et mieux gérer les problématiques religieuses et idéologiques.

Par les mandats qui lui sont confiés, Rhizome contribue à prévenir toute situation de ruptures et de violences qui seraient motivées par des logiques religieuses ou idéologiques, ou qui seraient vécues dans un contexte religieux. La structure favorise ainsi la préservation de la paix religieuse, la cohésion et l'intégration sociales.

Notre approche

Un accompagnement individualisé

Rhizome offre un accompagnement individualisé et centré sur les besoins des bénéficiaires. La prise en charge repose sur trois principes :

- Réduire les facteurs de risques de rupture et de violences
- Favoriser le maintien des liens familiaux et l'intégration sociale
- Encourager l'esprit critique et la prise de recul

Pour ce faire, le Pôle travaille sur le dialogue, la compréhension des enjeux religieux ou idéologiques dans le contexte où ils suscitent tensions et inquiétudes, tout en stimulant l'esprit critique sur les savoirs religieux ou idéologiques.

Si nécessaire, un réseau de professionnel·les est mobilisé pour renforcer le soutien. Pour ce faire, Rhizome peut compter sur des référent·es au sein des institutions sociales et éducatives des cantons qui mandatent la structure, ainsi qu'un réseau de psychologues et d'avocat·es. Rhizome répond à un besoin essentiel dans un monde de plus en plus polarisé : celui d'un accompagnement spécialisé, individualisé et humain des problématiques religieuses et idéologiques.

Chiffres clés

123

demandes en 2024 dont

19

sensibilisations dispensées à des professionnel·les concerné·es par des problématiques religieuses ou idéologiques

60 %

des demandes émanent de professionnel·les

32 %

des requérant·es sont des particuliers inquiets pour un tiers ou en conflit avec lui

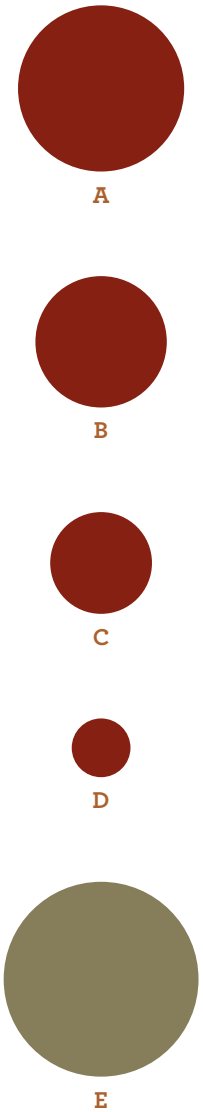
Laïcité et gestion de la diversité religieuse

28 demandes

Depuis les années 1960, le paysage religieux suisse a connu des évolutions majeures sous l'effet de la sécularisation, des migrations et de l'affirmation des libertés individuelles, se traduisant, en matière de religion, par des conversions, des rejets de la religion ou encore des religiosités nouvelles et syncrétiques. Il en résulte aujourd'hui une pluralité des religions présentes sur le territoire et une grande diversité de rapports au religieux. Cette diversité ne va pas sans questions, heurts et malentendus, dans les familles, à l'école ou au travail.

Rhizome reçoit chaque année des demandes de professionnel·les et particulièr·es qui cherchent du soutien pour résoudre des conflits, prévenir des ruptures ou comprendre les convictions et pratiques religieuses d'un tiers. En 2024, le Pôle a répondu à 28 demandes relevant de ces besoins. Elles émanent de services administratifs en interaction avec des groupes religieux dans le cadre la mise en œuvre de la Loi sur la Laïcité de l'Etat genevoise (11), de professionnel·les souhaitant améliorer leur prise en charge lorsque des enjeux religieux impactent leur travail (5 requérant·es du secteur médical et éducatif), ou mettre en lien un·e bénéficiaire avec Rhizome pour qu'il ou elle y trouve du soutien (1).

En contexte privé, la totalité des requêtes (10) provient de personnes inquiètes de voir leur proche intégrer un groupe religieux ou avoir des pratiques religieuses qu'elles jugent problématiques. Les conflits et les craintes de rupture sont présents dans 60 % de ces demandes.



Gestion de la diversité religieuse

Gestion du facteur religieux au travail [17 demandes au total]

A Demandes d'information sur des groupes religieux (7 prof. du secteur public, 1 du secteur privé) [8 demandes]

B Questions pour améliorer la prise en charge prof. d'enjeux religieux [5 demandes]

C Questions relatives à la mise en œuvre de la LLE [3 demandes]

D Recherche de soutien pour des bénéficiaires [1 demande]

Gestion du facteur religieux dans le cercle familial ou amical [11 demandes au total]

E Particulier inquiet pour un tiers [11 demandes]

Abus en milieu religieux

16 demandes

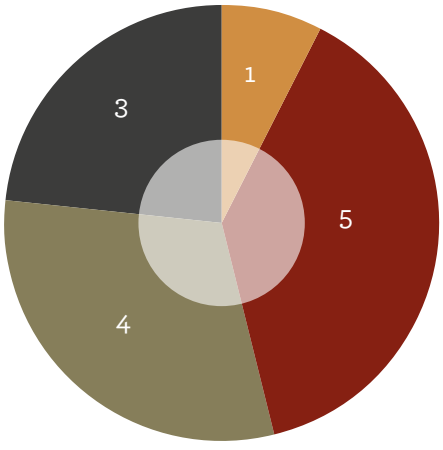
6 personnes se sont adressées à Rhizome à la suite d'abus vécus en contexte religieux ou spirituel. Ces personnes ont vécu des abus résultant des prétentions thérapeutiques de coachs ou de thérapeutes dont les activités ont des fondements spirituels (2). Elles témoignent également de violences psychologiques telles que des culpabilisations, du harcèlement, des atteintes à la réputation, des ingérences dans la vie privée (60 % des cas). Dans 4 cas sur 5, les bénéficiaires dénoncent des ruptures induites par les responsables religieux/spirituels avec les proches et dans 1 cas, des abus financiers conjugués à des violences physiques.

10 personnes suspectant que leurs proches vivent ou commettent des abus dans le groupe religieux ou spirituel fréquenté, ont contacté Rhizome cette année. Ces suspicions résultent d'observations telles que l'émergence de dettes, d'un isolement, d'un mal-être, d'un refus de soins médicaux ou encore de ruptures sociales concordant avec le début d'un engagement religieux ou corrélé à des justifications religieuses. Dans les demandes reçues cette année, les abus résultant de prétentions thérapeutiques occupent une large place. Notons aussi la prégnance de la problématique des ruptures sociales pour motif religieux, y compris dans deux situations, le rejet des enfants par leurs parents.

Abus

A Physiques
B Psychologiques
C Résultant de prétentions thérapeutiques
D Financiers

ABUS SUSPECTÉS PAR DES TIERS



TÉMOIGNAGES D'ABUS

Radicalisations religieuses et politiques violentes

42 demandes

En matière de prévention des radicalisations, Rhizome travaille sur mandat spécifique du dispositif genevois *Gardez le lien* et du Service de l'action sociale su canton du Valais.

Les demandes adressées à Rhizome sur cette thématique proviennent à 64 % de professionnel·les qui se questionnent au sujet d'un·e élève ou d'un·e bénéficiaire (27). La plupart d'entre eux appartiennent aux secteurs social et éducatif (66 %). Les autres requêtes (15) proviennent de personnes inquiètes pour un proche, en général un membre de la famille.

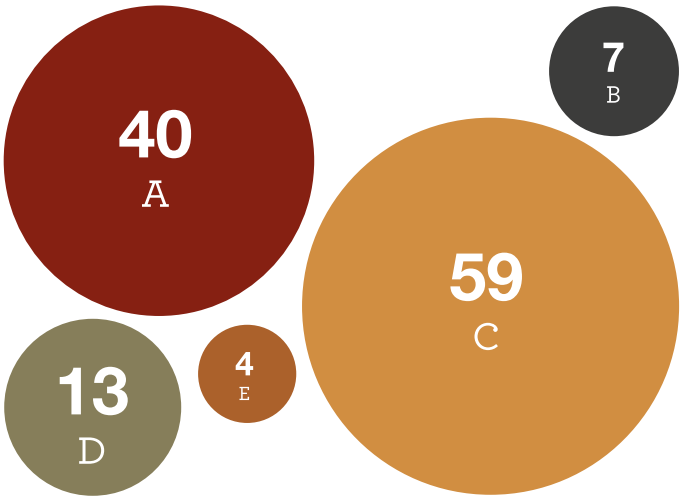
Les requérant·es cherchaient le plus souvent des renseignements sur le sens à donner à des comportements, des propos ou des attitudes jugés inquiétants. Les demandes relatives à une radicalisation supposée représentent environ une sollicitation sur dix. Dans 80 % des cas, Rhizome est intervenu en prévention secondaire, c'est-à-dire pour des individus présentant des risques de radicalisation violente sans être radicalisés.

Les personnes qui ont suscité des inquiétudes du fait de leur engagement religieux ou idéologique sont à près de 90 % des adolescents et jeunes adultes de moins de 25 ans (28 mineur·es et 8 adultes de moins de 25 ans). 66 % d'entre eux sont des hommes. Le plus souvent, la décision de solliciter des experts de la prévention des radicalisations est liée à la corrélation d'un ou plusieurs éléments suivants avec une religiosité ou un engagement idéologique visible : problématiques sociales, familiales, scolaires, vulnérabilités psychologiques, référentiel idéologique violent, agressivité ou violence agie, engagement religieux devenant plus strict ou référentiel conservateur.

La majorité des demandes reçues (90 %) porte sur des craintes de radicalisation violente en lien avec l'islam. Environ 10 % concernent l'extrémisme de droite. Ceci n'est pas représentatif de la menace réelle que constituent aujourd'hui en Suisse les extrémismes violents de gauche comme de droite, selon le dernier rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération, et démontre la nécessité de renforcer la communication sur les différentes idéologies qui mènent à la violence (v. not. le Plan d'action national contre la radicalisation et l'extrémisme violent 2023-2027, publié par le Réseau national de sécurité).

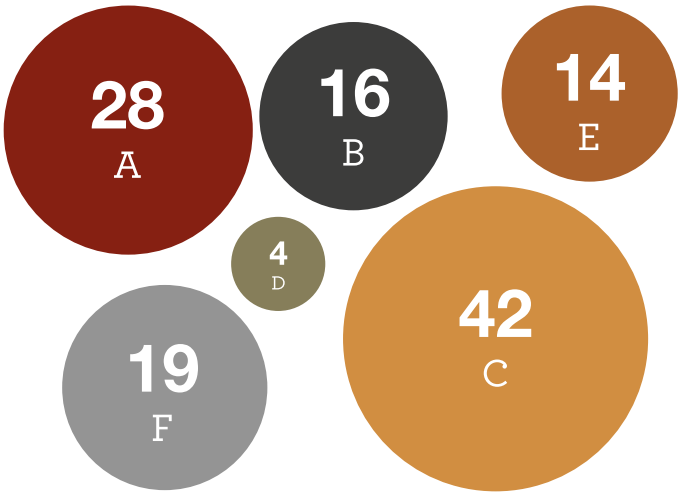
Répartition des demandes par catégories de requérant·es

A Particulier·ères inquiet·es pour un tiers
B Particulier·ères personnellement concerné·es
C Professionnel·les du secteur public/parapublic
D Professionnel·les du secteur privé
E Professionnel·les des medias



Résumé thématique des demandes

A Gestion diversité religieuse et laïcité
B Abus en milieu religieux
C Radicalisations religieuses et politiques violentes
D Demandes provenant des médias
E Questions sur le travail de Rhizome
F Sensibilisations



Diversité des religions et idéologies présentes dans les demandes

Bouddhisme

Christianisme
Evangélisme
Catholicisme charismatique
Catholicisme traditionaliste
Mormonisme
Mouvements des Témoins de Jéhovah

Idéologies politiques
Complotisme sans référence religieuse
Extrême droite

Islam
Chiisme
Islamisme
Salafisme
Soufisme
Sunnisme

Spiritualité New Age
Mouvements thérapeutiques, ésotériques et/ou de développement personnel

Synthèse des états financiers 2024

En francs suisses au 31 décembre 2024

ACTIFS	2024	2023
Actifs circulants		
Liquidités	102 815	81 370
Débiteurs de prestations de service	45 728	–
Débiteurs sociaux et fiscaux	15 924	–
Comptes de régularisation actif	484	11 456
Total actifs circulants	164 951	92 826
Actifs immobilisés		
Informatique	2698	4857
Total actifs immobilisés	2698	4857
TOTAL ACTIFS	**167 649**	**97 683**

PASSIFS	2024	2023
Fonds étrangers à court terme		
Créanciers et comptes de régularisation passif	3574	12 310
Créanciers sociaux et fiscaux	–	4256
Total capitaux étrangers à court terme	3574	16 565
Fonds affectés		
Fonds affecté Formation	10 116	7116
Fonds affecté Sécurisation locaux	10 221	10 221
Fonds LORO pour informatique	1324	1324
Fonds différés pour informatique	2698	4857
Total fonds affectés	24 359	23 518
Fonds propres		
Résultats reportés	57 599	40 169
Résultat de l'exercice	82 117	17 430
Total fonds propres	139 717	57 599
TOTAL ACTIFS	**167 649**	**97 683**

En francs suisses

REVENUS D'EXPLOITATION	2024 BUDGET	2024 RÉEL	2023 RÉEL
Subventions			
Subvention Etat de Genève (DSES)	194 738	194 000	164 000
Subvention Etat de Genève (DCS - BIE)	115 368	145 368	120 248
Subvention Etat de Vaud (DIS)	–	–	90 000
Subvention non monétaire locaux Etat de Genève (DSES)	22 824	22 824	22 824
Canton du Valais Service de l'Action Sociale	38 782	30 000	–
Total subventions	371 712	392 192	397 072
Autres produits			
Dons privés	–	–	–
Dons Loterie Romande affectés	–	–	–
Produits de prestations	–	54 994	4792
Produits financiers et divers	–	553	569
Total autres produits	–	55 547	5361
TOTAL REVENUS D'EXPLOITATION	**371 712**	**447 739**	**402 433**

En francs suisses

CHARGES D'EXPLOITATION	2024 BUDGET	2024 RÉEL	2023 RÉEL
Charges directs d'activités et de projets			
Honoraires supervision ou autres charges de projet	17 250	21 711	31 158
Documentation	2000	–	2314
Frais de déplacement	1000	–	1657
Formation continue	3000	200	–
Total charges directes d'activités et de projets	23 250	21 911	35 128
Charges de personnel			
Salaires	330 308	243 605	254 370
Charges sociales	–	37 249	39 902
Indemnités reçues des assurances	–	–	-1369
Total charges de personnel	330 308	280 855	292 904
Frais généraux			
Frais de locaux	30 424	34 542	28 669
Frais administratifs	20 500	40 401	20 013
Frais de communication	2000	10 604	5196
Informatique amortissement investissements activés	–	2159	1619
Frais bancaires et financiers	–	219	92
Total frais généraux	52 924	87 925	55 590
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**406 482**	**390 691**	**383 622**
RESULTAT NET AVANT EXCEPTIONNELS	**-34 770**	**57 048**	**18 811**
Charges directs d'activités et de projets			
- Charges exceptionnelles ou hors période	–	-4090	–
+ Charges exceptionnelles ou hors période	–	30 000	–
MOUVEMENT NET DES EXCEPTIONNELS	**–**	**25 910**	**–**
RESULTAT NET AVANT VARIATIONS DES FONDS	**-34 770**	**82 958**	**18 811**
Charges directs d'activités et de projets			
- Attribution aux fonds affectés	-3000	-3000	-3000
+ Utilisation des fonds affectés	–	2159	1619
MOUVEMENT NET DES FONDS AFFECTÉS	**-3000**	**-841**	**-1381**
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**-37 770**	**82 117**	**17 430**

Avec le soutien de